



# MICHTO 54 !

Journal de la section CGT Finances Publiques de Meurthe-Et-Moselle.  
N° 1 -Janvier 2017.

## 2017, Année nouvelle?

*C'est donc parti pour 2017 !*

*Les mois qui viennent seront déterminants et les choix qui devront être faits sont cruciaux.*

*Protection sociale, emploi, temps de travail, missions, rémunérations, garanties collectives ou individuelles.. Les agents de la Fonction Publique se trouvent une nouvelle fois au cœur des débats, des enjeux et des démagogies de tout poil.*

*Ce contexte peut apparaître d'autant plus lourd de menaces que les discours dominants - qui distillent une profonde mise en accusation de notre légitimité même - paraissent devoir tout emporter...*

*Et que tout autre serait inaudible..*

*Pourtant s'il s'agit bien directement de nos missions et de notre statut, il s'agit surtout de choix de société fondamentaux qui touchent tout un chacun au delà de sa situation propre et de sa sphère sociale.*

*Pourtant, si encore une fois il est beaucoup question de « rupture », l'année qui débute s'inscrit bel et bien dans une funeste continuité... Elle en porte déjà les oripeaux, les rengaines, les recettes éculées.. Et toujours les mêmes bateleurs..*

*Toutes choses imposées depuis bien trop longtemps et dont les conséquences se paient au quotidien au prix le plus fort pour le monde du travail.*

**Pour la CGT rien n'est écrit et la seule résolution qui vaille est de s'emparer collectivement des enjeux et des débats!**

Il ne saurait être question de résignation et encore moins d'abandonner un pouce de terrain aux fausses évidences et au « bon sens » bien compris des intérêts et dividendes (56 milliards d'euros en 2016 pour les entreprises du CAC 40 !!) d'une poignée de décideurs. D'ailleurs de plus en plus décidés à nous faire taire !

Il ne saurait pas davantage être question de céder aux sirènes de la division, du repli et du rejet de l'autre ; quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et où qu'il veuille aller.

Bien au contraire, nous condamnons les renoncements, les abandons, les compromissions qui ont à ce point conduit à la perte dangereuse de repères essentiels.

Jusqu'à menacer la cohésion de nos collectifs de travail comme de notre société et fracturer de cette manière la planète entière.

Ce qui se passe à la DGFIP concerne bien le service public tout entier et par voie l'ensemble de nos concitoyens ; ce qui se joue lorsque le code du travail est mis en pièce n'est pas étranger aux fonctionnaires.

Les évolutions imposées dans nos services comme elles le sont dans les entreprises constituent non seulement des régressions sociales et économiques mais aussi des coups portés à la démocratie.

Cette confiscation va de pair avec l'accaparement par une poignée des richesses produites par le travail du plus grand nombre ; elle constitue une fuite en avant néfaste au profit de quelques intérêts à court terme et au mépris d'un réel progrès pour tous et de la simple justice sociale.

**C'est à partir de ce constat que la CGT-Finances Publiques – cf page 2- conduira en 2017 son action comme elle l'a fait le 5 janvier à l'occasion du CTL « Emplois » - cf page 3 et 4.**

CGT-Finances Publiques 54.

45 Rue Sainte-Catherine - Cité Administrative. 54 000 Nancy. 03 83 85 46 63

[cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr)



## *Les militant-e-s de la CGT-Finances Publiques 54.*

**Commission Exécutive et Commission Financière de  
Contrôle suite à l'AG du 12 novembre 2016.**

Roger ALVAREZ	SIP / Briey	03 82 47 12 79
Lionel BARSACQ	Domaine / Direction	03 83 17 77 49
Agnès BILLY	Enregistrement / Cité	03 83 85 47 32
Cécile BILLY	Domaine / Direction	03 83 17 77 62
Christophe CHAMBAUT	EDR	03 83 45 46 28
Laurent CREFCOEUR	Brigade Foncière / Cité	03 83 85 48 86
Didier CUNAT	SIP / Cité	03 83 85 46 45
Daniel MESSAIN	Reyraité	03 83 45 46 28
Pierre MOCQUERY	Retraité	03 83 45 46 28
Sylvie PANOT	SIP / Cité	03 83 85 46 63
Michèle PHILIPPE	SIP / Vandoeuve	03 83 50 23 01
Claire POIZOT	Retraîtée	03 83 45 46 28
Denise ROTH	SIE / Cité	03 83 85 47 97
Hubert SCHWENKER	Retraité	03 83 45 46 28
Franck STOCKER	Permanent/ Département	03 83 45 46 28

*La section organisera des HMI et tournées de sites dès le mois de février ; le calendrier sera adressé dans chaque unité de travail.*

*Elle vous adresse pour l'heure ses vœux les plus fraternels pour une année résolument nouvelle !!*

*CGT-Finances Publiques 54.*

*45 Rue Sainte-Catherine - Cité Administrative. 54 000 Nancy. 03 83 85 46 63*

*[cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr)*

## Dans quel monde on vit ?!

*Ce texte s'inspire d'une publication de Renaud Lambert dans le journal « Le Monde Diplomatique » d'octobre 2016 L.C.*

Une boîte à idée (un « think tank ») annonçait récemment :

*« La France est un des pays les moins inégalitaire au regard de ses voisins européens ou des Etats-Unis »*

Ce constat venait appuyer un énième article publié dans le journal « Le Monde » (13 oct 2016) taçant les français et leur pessimisme permanent puisque ces derniers ont justement le sentiment de vivre moins bien que leurs parents .

Une autre étude pourtant parue un mois auparavant constatait qu'entre 2005 et 2014 la France a enregistré la plus forte hausse de revenu des 10 % les plus riches cependant que les 20 % les plus pauvres voyaient leur revenus enregistrer la plus forte baisse.

Comment deux études peuvent-elles arriver à des conclusions diamétralement opposées ?

Les chiffres ne mentant pas c'est qu'il ne sont tout simplement pas construits de la même façon .

L'étude utilisée par « Le Monde » ne prenait pas en compte les revenus du capital . L'autre étude concluait, elle, que le sentiment de déclassement des français était bien réel puisque 63 % des ménages ont enregistré une stagnation ou un recul de leurs revenus en une décennie.

Quant à la progression des revenus liés à la finance, on sait bien que ce n'est pas la crise pour tout le monde ...



***Ce monde est bien le notre ; et on en mesure les effets au plus près de notre quotidien professionnel aussi.***

*Ainsi, le CTL du 05/01, réuni en seconde convocation, a été à nouveau l'occasion de le mesurer avec 18 nouvelles suppressions nettes d'emplois pour la direction (30 en intégrant les redéploiements divers et plus de 300 depuis 2008) mais aussi avec sa cohorte de réorganisations et restructurations diverses et aussitôt avariées.*

Fusion de SIE, transferts de missions, création de pôles supra-départementaux et, déjà, l'ombre du prélèvement à la source de l'Impôt sur le Revenu.

Autant d'évolutions qui succèdent à tant d'autres et dont plus personne ne peut expliquer pour quoi réellement si ce n'est qu'il faudrait « *adapter nos finances publiques aux exigences internationales* » selon la formule de la direction.

Autant d'« *adaptations* » du réseau décidées on ne sait trop où et par qui et imposées sans aucune réflexion préalable, sans association des agents et surtout sans anticipation de leurs conséquences!

Peu important dans ce maelstrom le contenu des missions, l'efficacité et la pertinence des organisations, les conditions de travail et la vie des agents ou encore les attentes des usagers !!

La CGT avait fait le choix d'être présente pour dénoncer cette situation comme l'indique la déclaration liminaire en page 4.

*CGT-Finances Publiques 54.*

*45 Rue Sainte-Catherine - Cité Administrative. 54 000 Nancy. 03 83 85 46 63*

*[cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr)*

## Déclaration liminaire de la CGT Finances Publiques 54 au CTL du 05 janvier 2017

Monsieur le Président,

Nous sommes à nouveau convoqués pour un Comité Technique Local qui aura à traiter des suppressions d'emplois au sein de la Direction Départementale des Finances Publiques du 54.

Ainsi, en Meurthe-Et-Moselle ce seront 30 emplois qui seront sacrifiés sur l'autel du libéralisme.

Ceux-ci s'ajouteront aux 335 supprimés lors des 10 dernières années.

Alors que nous étions près de 1 200 il y a quelques années, il n'y aura plus que 844 emplois des Finances Publiques implantés en Meurthe-Et-Moselle.

Soit une baisse de 30% sur la période.

Ces destructions sont à nouveau légitimées par un ensemble de restructurations qui n'apportent aucune amélioration en termes d'exercice des missions et de conditions de travail.

Ce mouvement sans fin est opéré sans autre forme de réflexion préalable sur le contenu de nos missions, leur finalité et leur avenir.

Il passe outre les conséquences de plus en plus lourdes pour les agents dans leur vie professionnelle, personnelle et familiale.

Autant de décisions prises sans les agents et dont il leur faudra assumer les conséquences.

Bien entendu, nous réaffirmons ici notre opposition fondamentale à toute suppression d'emploi et abandon de missions.

Nous aurons l'occasion durant la séance de revenir sur la duplicité du document présenté mais, à titre d'exemple, nous souhaitons plus particulièrement évoquer la création de la Brigade Nationale d'Intervention Cadastrale, la restructuration du service du Domaine, la fusion des SIE le devenir de la mission d'accueil.

Sur ces sujets aussi, on ne peut que déplorer le manque d'anticipation criant des décideurs qui montre un mépris certain pour les agents et les missions et qui ne fait qu'amplifier pour ces derniers l'impact négatif des choix qui leur sont imposés.

Au regard de votre convocation, Monsieur le Président, nous attendons des réponses concrètes.



*Compte rendu de la réunion en annexe !!*

CGT-Finances Publiques 54.

45 Rue Sainte-Catherine - Cité Administrative. 54 000 Nancy. 03 83 85 46 63

[cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip54@dgfip.finances.gouv.fr)